

Les crédits

aujourd'hui sans penser au lendemain. Eh bien, nous avons hérité de leur lendemain, et nous savons que nous devons constamment y penser. Le Parti libéral n'a pas changé. Son chef et son porte-parole ont parlé aujourd'hui du déficit et du contrôle de l'endettement, mais n'ont pas osé dévoiler une cible.

Tout ce que dit le chef du Parti libéral, c'est qu'il réduirait le pourcentage du produit intérieur brut que représente le déficit. Or, nous l'avons déjà réduit de moitié. Depuis notre accession au pouvoir, nous avons réduit de moitié le pourcentage du produit intérieur brut que représente le déficit. De combien les libéraux le réduiraient-ils? D'un dollar, de 0,0001 p. 100 du PIB? Ils refusent de le dire.

Au moins l'autre parti d'en face, le Nouveau Parti démocratique, affirme, dans le cadre de son programme de belles promesses, qu'il peut, en cinq ans, réduire le déficit de plusieurs milliards de dollars. C'est ce qu'il dit, même si personne ne le croit.

Ce ne sont ni les Canadiens, ni le gouvernement qui ont créé les problèmes qui ont rendu le Canada si vulnérable à une récession. Nous avons appliqué des solutions basées sur plusieurs années de décisions difficiles et d'efforts constants afin de préparer le Canada à la croissance dans les années 90 et après l'an 2000. Si nous voulons que cette croissance se poursuive et se fasse encore plus rapidement, nous devons nous en tenir à ces politiques qui ont manifestement fait leurs preuves. Ces politiques se reflètent dans les prévisions de l'OCDE, une organisation groupant 24 des plus importants pays industrialisés du monde, selon lesquelles le Canada est le pays du G-7 qui connaîtra la croissance la plus importante cette année et l'an prochain.

C'est mieux que les États-Unis.

Des voix: Formidable!

M. McDermid: Le député là-bas crie: «Formidable». C'est mieux que le Japon, l'Allemagne, la France, les États-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni. Et c'est drôlement bien quand on pense à la situation économique actuelle au pays. Pourtant le député ne cesse de se lamenter, la mine tragique, que la situation est terrible dans ce pays.

Il prétend que les choses vont tellement mal et qu'on n'a qu'à élire le chef du Parti libéral et le tour sera joué. Je voudrais souligner que la performance de son chef, en tant que ministre des Finances, a été l'une des pires de toute l'histoire de ce pays. Je ne suis même pas sûr qu'il ait les qualités nécessaires pour diriger un parti, encore moins pour être premier ministre de ce pays. Ça, c'est certain.

J'aimerais rappeler à la Chambre certaines réalités économiques auxquelles nous sommes confrontés ainsi que les mesures que nous avons prises afin de réparer les dommages causés à l'économie par le gouvernement précédent et de favoriser une croissance économique durable et la création d'emplois au Canada.

• (1245)

Le député de Broadview—Greenwood, là-bas, aimerait que je démissionne. Il aimerait que je démissionne parce que je représente une menace pour eux, c'est tout. Je suis tout simplement une menace.

À propos d'opposition, il y a déjà eu, à la télé, une émission appelée *l'Île fantastique*. Le reste du Canada évolue dans une économie mondiale marquée par deux grandes réalités économiques: la concurrence de plus en plus forte et l'interdépendance de plus en plus grande des pays. Aucune société, aucun pays ne peut compter sur des marchés ou des clients sûrs.

Tiens, le vent vient tout juste de souffler du côté de Kingston. Les routes doivent être dégagées entre Kingston et Ottawa. Regardez qui vient d'arriver. Le député de Kingston vient tout juste d'arriver. . .

M. Milliken: Du comité.

M. McDermid: . . . du comité. Ça fait plaisir de le voir à ce moment-ci de la journée.

Je disais donc, qu'aucun pays n'est à l'abri des courants mondiaux. Nous sommes tous liés par une sorte de tissu des marchés financiers, des économies partagées et des ententes commerciales. C'est particulièrement vrai dans le cas du Canada, dont le commerce est le pain quotidien. Il fait vivre le quart de nos travailleurs. Pourtant, les deux partis d'opposition se sont prononcés contre l'accord de libre-échange. Ils parlent de s'opposer à l'ALÉNA. Peut-être pas. Peut-être finiront-ils par voter en faveur. Je ne devrais peut-être pas sauter aux conclusions trop tôt.

Bien peu des économies des pays industrialisés sont en bonne santé. Actuellement, nous réussissons mieux que la plupart. Notre quatrième trimestre accusait une croissance annualisée de 3,5 p. 100, à un moment où les économies d'Allemagne et de Grande-Bretagne se contractent et où celles de France et d'Italie ont cessé de croître. Cette année, l'économie japonaise ne devrait progresser que de 1,5 à 3 p. 100. Ce que je veux dire, c'est que le Canada ne peut absolument pas s'isoler des conséquences des faiblesses économiques mondiales. Nos travailleurs et nos sociétés ne peuvent pas réussir et croître sans devenir plus compétitifs et plus productifs.